

RAPPORT

d'activité

du Conseil Local de
Sécurité et de Prévention
de la Délinquance (CLSPD)

2021



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
FONCTIONNEMENT DES DIFFÉRENTES INSTANCES EN 2021	3
Réunion plénière	3
Comité de pilotage	4
Groupes restreints	4
Échanges sur la cité scolaire	5
Constats généraux	5
Police municipale, interventions menées en 2021	7
DES ACTIONS SUBVENTIONNÉES, ÉLÉMENTS DE BILAN	8
Violences intrafamiliales, lutte contre les incivilités, lutte contre les addictions	
• Ass Pro Santé (Espace Santé Jeunes) - <i>Dispositif de prévention santé globale 12/25 ans</i>	9
Lutte contre les addictions, sécurité routière	
• Centre Charles Péguy - <i>Sécur cité</i>	10
Violences intrafamiliales, lutte contre les incivilités	
• Centre Charles Péguy - <i>Remède citoyen</i>	10
Lutte contre les addictions	
• Dynasso Plus - <i>Radio Active</i>	11
Violences intrafamiliales	
• CIDFF - <i>Accompagnement psychologique des enfants co-victimes des violences conjugales</i>	11
• Planning Familial - <i>Violences intrafamiliales : prévention et détection</i>	12
• Entraide & Solidarité - <i>Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales</i>	13
• France Victime 37 - <i>Prise en charge des femmes victimes de violences conjugales</i>	13

INTRODUCTION

Présidé par Monsieur le Maire, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) est le cadre de concertation sur les priorités de lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance dans les communes. Il a été créé par le décret du 17 juillet 2002 et consacré par l'article 1er de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, qui l'a rendu obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants et dans celles comprenant une zone urbaine sensible (ce qui est le cas d'Amboise).

Le CLSPD favorise l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publique. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévues dans le cadre de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

Concernant la composition du CLSPD, présidé par le maire ou son représentant, il comprend notamment :

- le préfet et le procureur de la République, ou leurs représentants ;
- le président du conseil départemental, ou son représentant ;
- des représentants des services de l'Etat désignés par le préfet ;
- des représentants d'associations, établissements ou organismes œuvrant notamment dans les domaines de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement, des responsables des établissements scolaires, de l'action sociale ou des activités économiques, désignés par le président du CLSPD après accord des responsables des organismes dont ils relèvent.

Le CLSPD est suivi par un coordonnateur (à savoir le responsable du service Politique de la Ville à Amboise) qui est chargé de l'organisation des réunions.

FONCTIONNEMENT DES DIFFÉRENTES INSTANCES EN 2021

La **plénière du CLSPD** a été organisée le 17 mai 2021. Les partenaires lors de la séance avaient alors évoqué les points suivants :

- Un élargissement à terme du CLSPD à l'échelle de l'intercommunalité. La ville d'Amboise, derrière sa façade touristique, connaît de fortes difficultés sociales et pas uniquement dans les quartiers prioritaires.
- La vérification et le déploiement de la vidéoprotection sont nécessaires. Les chefs d'établissements scolaires à la cité scolaire la réclament, que ce soit à proximité des collèges et lycées, ou à la gare routière, ce qui ne se fera pas sans concertation avec le Conseil Départemental ou le Conseil Régional. La sécurité des enfants dans et aux abords des écoles doit rester une priorité et des échanges réguliers doivent avoir lieu dans ce sens.
- Beaucoup de personnes isolées et/ou vulnérables ont été repérées lors de la crise sanitaire, ou lors d'initiatives telles que la distribution de chocolats en fin d'année pour les personnes âgées par le CCAS. Ce public, qui peut rencontrer des problèmes de santé, et peut aussi être sujet au démarchage à domicile abusif.

- Il a été constaté en 2021 une augmentation des atteintes aux personnes avec violence, ainsi que les violences en milieu scolaire (avec des cas de harcèlement).
- Le classement d'Amboise en tant que Ville touristique, afin de pouvoir accroître les effectifs de la Police Municipale est prévu.
- L'accueil des TIG et de meilleurs échanges avec la justice via la nomination d'un référent auprès des services du Procureur.
- Un meilleur suivi des subventions versées avec des retours de bilans.

Des travaux seront à approfondir sur différents thèmes :

- les violences intrafamiliales,
- la lutte contre les addictions,
- les incivilités et la sécurité routière,
- la culture et le sport comme méthodes de prévention, de leviers contre la délinquance.

Groupe de sécurité du CLSPD (anciennement dénommé Copil de sécurité du CLSPD), est une rencontre entre les élus, les forces de l'ordre et la PJJ sur des problématiques générales actuelles de sécurité ou à venir sur la commune : deux rencontres ont été planifiées au début de l'été 2021, en amont du passage du Tour de France cyclisme le 1^{er} juillet et des festivités du 14 juillet dans la commune.

Ces réunions à caractère confidentiel n'abordent pas uniquement l'événementiel, il est fait un constat partagé de l'ambiance générale sur la commune des faits de violences envers des personnes (dans un cadre intrafamilial ou non), des cambriolages, des faits de sécurité routière, de regroupements, de trafics éventuels de matière illicite, etc.

Les **groupes restreints du CLSPD** ont deux objectifs généraux : faire un point sur de la délinquance générale sur la commune et mettre en œuvre les décisions ad hoc, et examiner et partager des situations individuelles (difficultés sociales importantes, comportements tombant dans la délinquance, personnes en péril, etc.), afin de s'assurer que le suivi et l'accompagnement sont effectifs et mettre en œuvre les orientations nécessaires.

Ils réunissent : M. le Maire, Mme MOUSSET adjointe au Maire déléguée à la sécurité, M. PRIEUR, adjoint au Maire délégué aux affaires sociales et à la Politique de la Ville, Vice-président du CCAS, la Directrice Générale des Services de la Ville d'Amboise, le coordinateur du CLSPD, le responsable de la Police Municipale, la déléguée de la préfète, la gendarmerie, la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), Val Touraine Habitat (VTH), Touraine Logement, la Maison Départementale de la Solidarité (MDS), le Centre Communal d'Action Sociale, l'ASHAJ, et la MJC d'Amboise.

Le fonctionnement de ces instances restreintes a fait l'objet d'ajustements mineurs en 2021 relatifs aux ordres du jour et à ses comptes-rendus.

En 2021, des réunions du groupe restreint ont été organisées les :

- | | |
|-------------------|---------------------|
| • 18 janvier 2021 | • 5 juillet 2021 |
| • 8 mars 2021 | • 13 septembre 2021 |
| • 10 mai 2021 | • 8 novembre 2021 |

Échanges sur la cité scolaire. La cité scolaire regroupe plus de 2 500 élèves, deux lycées, deux collèges, la piscine intercommunale, deux gymnases, la médiathèque. Différents travaux sont en cours sur le secteur avec la future piscine intercommunale, une nouvelle entrée pour les lycées (achevée en 2022) et le futur centre culturel. Ces réunions ont donc pour objectif :

- De faire un point sur la sécurité routière (cheminement parfois croisé des piétons, des vélos, des voitures et de la trentaine de cars scolaires) et voir comment éliminer les points de dangers en repensant les aménagements de voirie ou faisant intervenir les médiateurs et/ou les forces de l'ordre.
- De faire en sorte que les travaux en cours se fassent en toute sécurité, en concertation avec les chefs d'établissement et les élèves (ce qui sera fait plus spécifiquement avec eux en 2022).
- De faire un état sur les faits de violences (bagarres, harcèlement, etc.), aux abords des établissements et sur la gare routière. Là encore, à l'issue de ce partage d'informations, les médiateurs sont mobilisés dès lors qu'une problématique de ce style est relevée, de même que les acteurs de terrain (institutionnels ou associatifs) si un suivi est à faire auprès des jeunes concernés.
- Les cas de trafic de stupéfiants sont également abordés et vus avec les forces de l'ordre. En matière de prévention, des actions de sensibilisation sont menées au sein des établissements scolaires, lesquelles mobilisent parfois des associations subventionnées dans le cadre du CLSPD. Ces faits peuvent aussi amener à corriger certains aménagements (éliminer de potentielles caches par exemple).

Planification des réunions en 2021 :

	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Plénière						17							
Sécurité							11	13					
Restreint		18		8		10		5		13		8	
Scolaire										17			

En 2022, afin d'avoir davantage de temps d'échanges avec les forces de l'ordre, la planification des groupes sécurité et des groupes restreints s'est faite tous les 2 mois par alternance.

Constats généraux

2021 a été une année à nouveau rythmée par la pandémie de la Covid-19. Un confinement a été mis en place au niveau national entre le 31 mars et le 20 juin 2021, globalement moins contraignant que les deux premiers qui avaient été décidés en 2020. Des mesures de couvre-feu ainsi que des confinements dans certains départements avaient été institués auparavant depuis le mois de décembre 2020. Par la suite, le déploiement de la vaccination contre le virus a été prioritairement mis en œuvre par le gouvernement, tout en instaurant des obligations vaccinales et le pass sanitaire durant l'été 2021.

Les acteurs de terrain (mairie, acteurs sociaux, associations, médiateurs, etc.) ont dû, dans ce contexte, accompagner et informer la population sur l'ensemble de ces mesures, qui ont pu changer rapidement au fil des mois selon le public concerné et selon l'évolution de la pandémie. Ces éléments furent l'objet de d'échanges réguliers lors des réunions du CLSPD en 2021. L'accompagnement des personnes âgées et parfois isolées, dont certaines ont été repérées à cette occasion, a été un enjeu lors de cette année, notamment pour les amener au centre de vaccination qui a été ouvert rapidement au début de l'année 2021 à Amboise, que ce soit par le CCAS ou les associations en appui.

Des interventions de la gendarmerie ont été menées en 2021 pour régler des trafics de stupéfiants sur Malétrenne/Plaisance. Des présences d'individus ont été constatées régulièrement dans les halls des immeubles en neutralisant les portes magnétiques de ces derniers. La question de la sortie de prison d'individus appréhendés fait parfois craindre des faits de représailles sur les quartiers a posteriori ce qui appelle la vigilance des forces de l'ordre.

Des faits de violences ont été observés à répétition à La Verrerie à l'encontre d'une famille au printemps 2021, les individus concernés ont été appréhendés par la gendarmerie, le quartier est redevenu plus calme par la suite.

Une campagne de communication sur la Ville a été menée afin de prévenir les faits de violences intrafamiliales au premier trimestre 2021 via le service communication de la Ville. Des échanges entre acteurs ont été menés sur ce thème via la CCVA en septembre 2021 qui a signé le protocole contre les violences faites aux femmes. Ces faits sont toujours récurrents, plus visibles et plus nombreux depuis le début de la crise sanitaire.

Des tensions périodiques ont été observées sur la cité scolaire entre élèves, pas toujours originaires de la Commune, avec des bagarres ou du harcèlement. Elles sont aussi parfois observées dans les transports scolaires ou à la gare routière. La zone fumeur à l'entrée des lycées a fait l'objet de quelques troubles.

De même, lors d'une réunion spécifique avec les responsables des établissements présents sur la cité scolaire le 17 septembre 2021, ces derniers ont rappelé les problématiques de sécurité en lien avec le cheminement pas suffisamment sécurisé des élèves à pied, à vélo, avec les circulations des bus scolaires et des voitures nombreux sur cette zone. De plus, les nombreux chantiers en cours et à venir ont fait l'objet de différents échanges afin de prévoir les mesures de sécurité à mettre en œuvre (piscine intercommunale, nouvelle entrée des lycées et centre culturel), qui seront abordés directement avec des élèves des collèges et lycées en 2022. Des actions de prévention sur l'usage des stupéfiants sont menées par les établissements scolaires tout en constatant que le lien avec les acteurs en santé de terrain doit être maintenu ou renforcé.

Des cambriolages ont eu lieu au centre-ville au premier trimestre de 2021 par des individus originaires de Tours.

La circulation des deux-roues motorisés ou non a fait l'objet d'échanges réguliers. Une action de prévention sera mise en œuvre par l'ASHAJ avec la PM en 2022 sur les trottinettes. La vitesse des automobiles, que ce soit sur l'île d'Or ou sur l'avenue Léonard de Vinci a été évoqué à plusieurs reprises. L'implantation d'un radar pédagogique par la police municipale ou des contrôles visent à juguler ces faits.

Il a été rappelé l'importance de communiquer avec les habitants en amont de gros projets de travaux (de réhabilitation ou de voirie par exemple). De même, le cas de l'accumulation des dépôts d'encombrants, qu'ils soient dans les quartiers prioritaires ou ailleurs, est souvent remonté, bien que les habitants de la ville n'en soient pas toujours systématiquement à l'origine.

En matière de santé, le suivi psychologique de quelques personnes a été problématique lors d'échanges en milieu d'année 2021 en raison d'un manque de disponibilité de spécialistes ou de délai pour obtenir un rendez-vous via les acteurs de terrain.

Parfois en lien avec le précédent point, les incendies de logements (au moins 3 en 2021) ont eu lieu notamment sur les quartiers de Plaisance et de la Croix Besnard, ce qui a posé la question de la disponibilité des logements d'urgence (qui deviennent parfois temporaires puis occupés sur du long terme).

Des informations sur le Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF), qui sera officiellement créé en 2022, ainsi que sur les missions de la Maison Départementale des Solidarités seront transmises en séances de groupe restreint du CLSPD.

Un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (C.D.D.F.) en 2022

L'article 9 de la loi autorise le Maire, dans le cadre de l'action sociale facultative, à entendre et à accompagner les familles qui rencontrent des difficultés dans l'éducation de leur enfant, lorsque son comportement entraîne des troubles à la tranquillité ou à la sécurité publique.

Le Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (C.D.D.F.) constitue un cadre de dialogue pour le Maire qui peut, en tant que Président de ce conseil et sans formalisme particulier, entendre les parents ou les titulaires de l'autorité parentale concernés, leur rappeler leurs devoirs et obligations liés à l'éducation de leurs enfants et examiner, avec eux, les mesures à prendre afin de les aider dans l'exercice de leur fonction parentale.

Ce Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles comprend des représentants de l'État désignés par la Préfète, des représentants des collectivités territoriales et des personnes qui œuvrent dans le domaine de l'action sociale, sanitaire et éducative, de l'insertion et de la prévention de la délinquance.

Il est présidé par le Maire ou son représentant. Il peut faire appel aux personnes les mieux à même d'apporter une expertise utile à la résolution des problèmes rencontrés par les familles.

Le Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles a notamment pour missions :

- d'entendre une famille sans formalisme particulier, de l'informer de ses droits et devoirs envers l'enfant et de lui adresser des recommandations destinées à prévenir des comportements susceptibles de mettre l'enfant en danger ou de causer des troubles pour autrui,
- d'examiner avec la famille des mesures d'aide à l'exercice de la fonction parentale susceptibles de lui être proposées et l'opportunité d'informer les professionnels de l'action sociale et les tiers intéressés des recommandations qui lui sont faites.

Les informations communiquées le cas échéant aux membres du C.D.D.F. ne peuvent être divulguées à des tiers. Lorsqu'il ressort de ces constatations ou d'informations portées à sa connaissance que la sécurité, la tranquillité ou l'ordre public sont menacés à raison du défaut de surveillance ou d'assiduité scolaire d'un mineur, le Maire peut proposer aux parents du mineur concerné un accompagnement parental.

Il s'agit d'une mesure de premier niveau consistant en un suivi individualisé au travers d'actions de conseil et de soutien à la fonction éducative pour venir en aide aux familles. Avant la mise en œuvre de cette mesure, il vérifie que la famille n'est pas déjà suivie par les services du Conseil Départemental et qu'aucune mesure d'assistance éducative n'a déjà été dans les conditions fixées à l'Article 375 du Code Civil.

Police municipale, interventions menées en 2021

En 2021, l'effectif de la Police municipale reste stable, avec 6 agents de police municipale (PM) et 2 agents de surveillance de la voie publique. A noter le recrutement d'un nouveau Chef de Service intervenu en tout début d'année 2022 suite au départ du précédent en mars 2021.

Le service de la PM est intervenu 472 fois en 2021 à la demande d'usagers ou d'initiative sur la voie publique.

577 procès-verbaux électroniques et 3647 forfaits post-stationnement ont été dressés.

20 procès-verbaux et rapports concernant des faits d'urbanisme, environnement, infraction au code de la route, soit-transmis et divers ont été établis.

71 mesures de fourrières ont été prononcées, concernant plus particulièrement les véhicules en stationnement abusif ou épave, dont 9 dans les quartiers prioritaires.

7 réquisitions de gendarmerie concernant la vidéoprotection. A noter qu'en 2021, le système a connu une panne sur plusieurs mois, rendant inopérantes 11 caméras sur 12.

Des services en commun avec la brigade de gendarmerie sont programmés sur l'invitation du commandant de brigade, la collaboration et les rapports sont excellents.

La PM assure quotidiennement une présence aux abords d'une école élémentaire chaque matin et sur la cité scolaire lors des deux sorties de l'après-midi.

Les différents points de stationnement des gens de voyage font l'objet d'une surveillance régulière et de prises de contact régulier.

Quotidiennement, des patrouilles de surveillance générale sont programmées sur la commune, pédestres ou en véhicule.

Suivant les événements programmés, les problématiques identifiées et la saisonnalité, le service assure une présence entre 8h et 20h, exceptionnellement plus tardivement lors de manifestations spécifiques comme les festivités du 14 juillet ou les marchés nocturnes en période estivale.

DES ACTIONS SUBVENTIONNÉES, ÉLÉMENTS DE BILAN

L'appel à projet 2021 du CLSPD a été organisé du 12 au 26 mai, ce qui est très court et sera revu en 2022. L'instruction des dossiers reçus a été faite du 26 mai au 4 juin. Les demandes de subvention ont été présentées en commission municipale le 9 juin. Elles ont été votées en Conseil municipal le 30 juin.

En 2021, le CLSPD a subventionné 8 actions pour un montant total de 19 192 € :

OPERATEUR	PRIORITÉS	INTITULÉ DE L'ACTION	SUBVENTIONS 2021
Ass Pro Santé	Violences intrafamiliales, lutte contre les incivilités, lutte contre les addictions	<i>Dispositif de prévention santé globale 12/25 ans</i>	2 500 €
Centre Charles Péguy	Lutte contre les addictions, sécurité routière	<i>Secur cité</i>	1 500 €
Centre Charles Péguy	Violences intrafamiliales, lutte contre les incivilités	<i>Remède citoyen</i>	6 500 €
CIDFF 37	Violences intrafamiliales	<i>Accompagnement psychologique des enfants co-victimes des violences conjugales</i>	2 400 €
Dynasso Plus	Lutte contre les addictions	<i>Radio Active</i>	2 000 €

Entraide & Solidarités	Violences intrafamiliales	<i>Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales</i>	2 000 €
France victimes 37	Violences intrafamiliales	<i>Prise en charge des femmes victimes de violences conjugales</i>	1 692 €
Planning familial	Violences intrafamiliales	<i>Violences intrafamiliales : prévention et détection</i>	600 €
TOTAL			19 192 €

Violences intrafamiliales, lutte contre les incivilités, lutte contre les addictions :

Ass Pro Santé (Espace Santé Jeunes) - *Dispositif de prévention santé globale 12/25 ans*

Cette action, ouverte à l'ensemble des habitants de la commune, a été initialement montée dans le cadre du CLSPD, en partenariat avec la Ville d'Amboise il y a plus d'une dizaine d'années. L'association a ensuite élargi également aux financements du Contrat de Ville pour compléter ses interventions.

Les objectifs de l'action sont les suivants :

- Renforcer l'écoute pour permettre aux 12-25 ans d'exprimer une difficulté, un mal être, d'en comprendre le sens, de formuler une attente pour favoriser une meilleure insertion sociale et professionnelle.
- Renforcer la lisibilité de l'Espace Santé Jeunes - Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) en assurant une proximité sur Amboise.
- Améliorer le parcours de santé des jeunes et l'accès aux soins.
- Poursuivre l'axe sur le développement des Compétences Psychosociales (CPS).
- Diffuser une information et prévenir les jeunes des conduites à risques, des difficultés sociales pour éviter les décrochages et ruptures chez les adolescents et jeunes adultes.
- Renforcer les partenariats tout en favorisant la prise en compte globale de la santé des jeunes.
- Favoriser l'accompagnement à la parentalité.

Cette action consiste en la mise en place de permanences d'écoute individuelle des 12/25 ans et des parents : avec la mise en œuvre de rendez-vous individuels et anonymes, ou lors de séance d'informations collectives, ainsi que de temps d'échanges entre professionnels.

En 2021, 78 permanences de 4 heures à destination des jeunes ont été organisées sur deux sites principaux : l'IFSI (qui est géographiquement à proximité du quartier de Malétrenne) et au centre social de la MJC (dans le quartier de la Verrerie). 51 permanences de 4 heures à destination des parents ont été réalisées sur les mêmes sites. Depuis l'apparition de la crise sanitaire, le nombre de suivis a été en forte augmentation.

L'association a participé à une information santé à l'IFSI avec la Croix Rouge auprès d'un public 12/25 ans qui a regroupé 95 jeunes. Elle a participé à différents groupes de travail et de réflexion autour de la santé des adolescents : en partenariat avec l'Education Nationale, via la coordination jeunesse, le CLS Amboise, la coordination lycée, des rencontres de professionnels, via le programme de réussite éducative, le REAPP soit 16 réunions sur Amboise. Elle a organisé un « p'tit dej des pro » qui a regroupé 16 professionnels (CCVA, mission locale, CFAI, IFSI, mairie, CSAPA, éducation nationale, CPTS, foyer Anne de Beaujeu).

Trois ateliers santé ont été organisés dont 2 à destination des jeunes (11 jeunes) et 1 à destination des parents (7 parents). L'association a travaillé avec un groupe de femmes sur un projet long sur 2021/2022 autour du renforcement des compétences psychosociales soit 8 femmes.

23 flashs radios santé ont été présentés avec Radio Active.

Nombre de bénéficiaires de l'action selon l'âge :

	Rendez-vous individuels			Séances collectives			TOTAL		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
12 – 15 ans :	9	5	14	5		5	14	5	19
16 – 17 ans :	13	7	20	3	3	6	16	10	26
18 – 25 ans :	11	6	17	90	5	95	101	11	112
26 - 49 ans :	30	2	32	15		15	45	2	47
TOTAL	63	20	83	113	8	121	176	28	204

L'association prévoit d'ouvrir un Point Accueil Ecoute Jeunes à Amboise.

Lutte contre les addictions, sécurité routière :

Centre Charles Péguy - *Sécur cité*

La situation sanitaire a forcé à revoir les ambitions de l'association faute d'une continuité et une stabilité dans les possibilités d'accueil du public, c'est pourquoi, elle a sollicité un report de date de fin pour cette action.

Toutefois, cela a permis de mener à bien un travail de sensibilisation sur la sécurité routière qui se poursuivra dès septembre 2022.

L'éducateur sportif de l'association a suivi la formation de formateur du dispositif "j'apprends à rouler"

Des formations théoriques et pratiques : 2 fois par semaine dans le cadre du CLAS / 1 semaine par vacances scolaires sur des dispositifs ALSH thématiques, soit au total 6 semaines d'intervention.

Des ateliers de réparation afin de rouler avec des engins en "bon état" (freins, vitesses...) et de customisation de son casque (la personnalisation incite davantage à le porter).

L'association a débuté un travail avec des jeunes des quartiers sur l'utilisation des trottinettes et engins deux roues. Cet accompagnement s'est rapidement arrêté. Ce travail sera relancé en septembre aux vues des difficultés identifiées sur la cité scolaire

2 conseils de sécurité ont été programmés et menés sur 2021 avec des enfants et des parents. Là encore, la situation a conduit à recentrer les forces vives sur d'autres projets tels que la veille sociale.

Violences intrafamiliales, lutte contre les incivilités :

Centre Charles Péguy - *Remède citoyen*

Dans le cadre des ateliers CLAS, des interventions ont été proposées concernant Facebook, l'attention des chats sur internet, la consommation des vidéos de jeunes brimés ou violentés et de la place du témoin. Le cycle de programmation a été très largement perturbé par la situation sanitaire mais l'association a réalisé une dizaine d'interventions.

Elle a profité de ces rencontres pour présenter le dispositif "promeneurs du net" qui manque de visibilité et dont les jeunes connaissent trop peu l'existence

L'équipe a profité de l'adaptation du fonctionnement 2021 et la mise en place des veilles sociales pour initier les procédures d'interpellation des médiateurs sur les situations vécues dans les quartiers. Un document à destination des habitants sera créé et distribué entre septembre et décembre 2022

Les ateliers pour la formation des ambassadeurs n'ont pu être menés.

Un conseil habitant a été mené mais n'a pas connu d'appropriation. Les priorités de 2021 pour les habitants les ont éloignés de ces propositions

3 expositions thématiques ont été proposées dans les quartiers mais les accès aux établissements scolaires ont été contraints. L'équipe a donc animé les expositions "non à la haine", "des-inox" et "moi et les autres" mais dont la reprogrammation est prévue sur cette nouvelle année scolaire"

Lutte contre les addictions :

Dynasso Plus - *Radio Active*

L'association assure la pérennité de la station radiophonique de proximité Radio Active en développant des actions visant à la participation des habitants à la vie de l'animation de cette radio ; en mettant à disposition d'autres opérateurs associatifs qu'ils soient financés par le CLSPD ou non, ses connaissances techniques et moyens de développement de la radio.

Dans le cadre du CLSPD, chaque semaine, la radio opère une définition des thématiques relatives à la chronique prévue en lien avec la prévention de délinquance, recherche des informations, effectue l'enregistrement de la chronique, puis la diffuse dans la grille de programmation, et elle est mise en podcast sur le site de Radio Active. Un médecin addictologue a participé à la mise en place des chroniques, ce qui a permis d'avoir une personne compétente en la matière pour parler d'addiction.

L'association n'a pas rencontré de difficultés particulières en 2021. Seul un problème sur la console a été à déplorer ce qui a engendré des frais de réparations et le remplacement du matériel.

Violences intrafamiliales :

CIDFF - *Accompagnement psychologique des enfants co-victimes des violences conjugales au CHRS Anne de Beaujeu*

Le CIDFF en partenariat avec le CHRS Anne de Beaujeu (qui accueille et prend en charge les mères victimes de violences conjugales ayant quitté leur domicile) a développé un dispositif dans la prise en charge spécifique et adaptée de ces enfants.

Par des entretiens individuels, la psychologue clinicienne de l'association pose tout d'abord un premier diagnostic pour évaluer les troubles existants chez l'enfant. Par un travail avec différents outils, elle pose des mots, offre un lieu neutre où l'enfant peut exprimer ses peurs et ses souffrances et se réparer.

Ces séances sont complétées par un groupe de parole pour ces enfants en coanimation avec les éducatrices du CHRS.

Bilan de l'action sur l'année 2021 :

- 17 permanences ont été organisées et assurées par la psychologue, au sein du CHRS Anne de Beaujeu.
- 19 enfants ont été accompagnés au CHRS, la moyenne d'âge est de 7 ans
- 75 entretiens ont été assurés dans l'année pour les enfants

Public effectivement engagé dans l'action : les mamans qui accompagnent leurs enfants, les professionnels et référents des familles et les enfants.

Structures partenariales : CMP, France victimes et la MDS.

Planning Familial - *Violences intrafamiliales : prévention et détection*

Cette action est également financée dans le cadre du Contrat de Ville. Objectifs généraux de l'action :

- Informer les habitants sur la santé, le social, les droits et devoirs, et les orienter vers les acteurs locaux en cas de besoin.
- Faire évoluer l'égalité homme/femme et ainsi favoriser la mixité.
- Permettre aux habitants de s'approprier les notions de citoyenneté, laïcité, non-discrimination, égalité
- Apporter un soutien à la parentalité, directement auprès du public ou en coordination avec les acteurs du secteur.

La crise sanitaire a entraîné une augmentation des sollicitations auprès de l'association, en particulier pour des accompagnements individuels. L'isolement, la perte des liens sociaux, l'anxiété et la précarité générés par la crise sanitaire ont fait émerger des situations de violence, une mise à mal de la confiance en soi, des difficultés dans la relation parents-enfants, et la déstabilisation d'équilibres déjà fragilisés.

Les actions mises en place par le Planning Familial d'Indre et Loire visent à mener un travail de réflexion et d'accompagnement auprès de femmes et d'hommes, quelle que soit leur origine sociale, culturelle, professionnelle sur certaines thématiques telles que la santé sexuelle, la prévention des violences, les stéréotypes, représentations sexuées, le respect de l'autre, les rôles sociaux prédéterminés hommes et des femmes....

Les actions menées en 2021 montrent la nécessité d'intensifier le travail et la sensibilisation sur le volet des relations hommes/femmes : de nombreux entretiens révèlent de grandes difficultés, allant jusqu'à l'impossibilité d'un simple dialogue entre fille et garçon ; les stéréotypes et jugements liés à la tenue vestimentaire des femmes/filles sont prégnants, si bien qu'elles sont souvent complètement intégrées, et elles ont modifié leurs habitudes pour s'y conformer et n'investissent donc plus leurs choix en autonomie. Par ailleurs, les violences dans le couple sont en augmentation (et/ou les femmes/filles en parlent plus aisément) ce qui induit de fait un plus grand besoin d'écoute, d'orientation et d'accompagnement.

Lieux de réalisation :

- Dans le cadre du partenariat avec la MJC d'Amboise : 8 permanences mensuelles/ stands.
- Dans le cadre du partenariat avec l'ASHAJ : 8 permanences mensuelles / stands et animation de 3 soirées débats (thématiques réseaux sociaux, consentement, égalités femmes/hommes, violences).
- À la Mission Locale, dans le cadre de la Garantie Jeunes : l'association a rencontré 7 groupes de jeunes dont une partie est issue des quartiers prioritaires.
- Au collège Choiseul : elle a assuré 13 séances auprès des élèves de 6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème} et 3^{ème} SEGPA.
- Au Village d'Enfants : l'association a rencontré 2 groupes de jeunes, chacun des groupes ayant bénéficié de 3 séances. Elle a également formé 2 groupes de professionnels.
- À l'UFCV : le Planning Familial a animé des séances collectives auprès de 2 groupes.

- Au CHRS, l'association a assuré des séances collectives et des accompagnements individuels.

Entraide & Solidarité - *Centre de prise en charge pour les auteurs de violences conjugales*

Cette action financée depuis plusieurs années dans le cadre du CLSPD vise à organiser un suivi psychothérapeutique pré-sentenciel ou post-sentenciel des auteurs de violences conjugales à travers un suivi individuel et un travail en groupe. L'accompagnement est effectué de manière volontaire ou sur décision de justice.

L'action prévoit une éviction des auteurs de leur domicile vers un hébergement à l'hôtel via le 115/SIAO. Initiée sur l'Indre-et-Loire, elle est amenée à être étendue sur l'ensemble de la Région Centre-Val de Loire.

Pour la commune d'Amboise ont été réalisées en 2021 : 5 évaluations psychologiques, 35 consultations en groupe et en individuel, et 4 personnes ont été bénéficiaires d'un stage de responsabilisation. Ces auteurs ont été orientés sur le CPCA dans le cadre de mesures judiciaires.

Bilan de l'activité régionale 2021 : le public auteur de violences conjugales initialement prévu pour l'action 2021 a bien été pris en charge par le CPCA. Cette année a vu une augmentation de l'offre de suivi avec :

- L'ouverture d'un 3ème groupe de parole (3 groupes de paroles sur 3 soirs différents)
- La création d'un groupe de prise en charge de thérapie brève à destination des auteurs suivis en pré sentenciel.
- 74 auteurs de violence ont participé à un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes.
- 134 évaluations psychologiques d'auteurs de violences conjugales ont été réalisées.
- 149 auteurs de violences conjugales ont été pris en charge par le CPCA (suivis thérapeutiques et stages).
- 420 consultations thérapeutiques ont été réalisées, dont 195 individuelles et 225 en groupe.
- À signaler que 152 enfants étaient concernés par les violences conjugales traitées par ce service.

Structures partenariales : tribunal judiciaire, ACJET 37 (Association de Contrôle Judiciaire et d'Enquêtes de Tours) / SPIP, France Victimes, Maison de la justice et du droit, avocats, CRIAVS (Centres Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles), Délégation aux Droits des Femmes et à l'Egalité.

France Victime 37 - *Prise en charge des femmes victimes de violences intrafamiliales*

Dans ses nombreuses permanences, l'association propose un lieu de proximité aux femmes victimes de violence afin de les accompagner tant après les faits qu'au moment de la plainte jusqu'à l'audience au tribunal.

Le secteur d'Amboise n'était pas couvert par une permanence, alors qu'en 2021, 134 victimes aidées résidaient sur le territoire de la communauté de communes dont 77 à Amboise, soit 5,2 % des 2 569 victimes aidées au total sur le département. L'association souhaite donc la mise en place d'une permanence sur la ville. Initialement prévue avec une fréquence d'une demi-journée par mois, la permanence n'a pas pu être ouverte en 2021 faute d'un local adapté.

La mise en œuvre de l'action est donc reportée en 2022 en doublant les temps de permanences, soit au CCAS, ou dans la Maison France Services.

Les violences commises par le conjoint ou le concubin constituent un comportement moralement inacceptable et pénalement répréhensible. Il est nécessaire d'apporter une égalité de traitement entre les femmes victimes habitant en zone urbaine et celles résidant en zone rurale :

- Egalité de traitement des victimes sur tout le territoire
- Prévenir les actes de violence conjugale et éviter leur réitération
- Sécuriser le parcours des femmes victimes face aux auteurs violents dans les procédures judiciaires.



RÉALISATION

Service politique de la Ville
Mairie d'Amboise